

À PARTIR DE L'ANNÉE PROCHAINE

Le bac en trois jours seulement

L'examen du baccalauréat de l'année scolaire 2016-2017 se déroulera en trois jours. C'est ce qu'a annoncé, hier, la ministre de l'Education nationale. La formule définitive à même de réduire les jours de cet examen sera adoptée d'ici le mois de mars prochain, a-t-elle indiqué. Quant à la proposition du nouveau calendrier des examens de fin de cycle, elle sera soumise au Conseil du gouvernement cette semaine pour approbation.

De notre envoyée spéciale à Adrar, Salima Akkouché

La réforme du secteur de l'éducation est entamée. Et la refonte du déroulement de l'examen du baccalauréat semble être le premier point de ce chantier. Ainsi, à partir de l'année prochaine, l'examen du baccalauréat se déroulera en trois jours au lieu de cinq jours actuellement.

C'est ce qu'a annoncé hier Nouria Benghebrit en visite de deux jours dans la wilaya d'Adrar. Comment cela va se faire ? «Nous sommes ouverts à toutes les propositions, nous avons eu déjà des discussions avec les partenaires sociaux et il y a eu plusieurs réunions à ce sujet, l'idée est encore en maturation, mais nous allons avoir une vision globale d'ici le mois de mars prochain, que nous allons soumettre au gouvernement», a indiqué la ministre de l'Education nationale.

Réduire les jours de cet examen fait partie des deux cents propositions issues de la conférence nationale de la mise en œuvre de la réforme dans le secteur de l'éducation qui s'est déroulée le mois de juillet dernier. Les syndicats et les parents d'élèves ainsi que le Premier ministre ont soutenu que cinq jours de stress était beaucoup pour les candidats. D'où l'idée de réduire les jours de cet examen et l'une des propositions était de passer le bac en deux sessions : le candidat sera évalué sur certaines matières en deuxième année et le reste en troisième année.

Par ailleurs, concernant la révision du calendrier des examens de

fin de cycle pour cette année, la ministre a rappelé que la commission chargée de cette révision a établi un calendrier qui sera soumis à l'approbation du Conseil du gouvernement cette semaine. «Il y a eu un consensus sur les dates des examens nationaux entre les partenaires sociaux et

l'administration mais nous ne pouvons pas encore prendre la décision sans l'approbation du gouvernement à qui nous allons soumettre cette semaine ce nouveau calendrier», a souligné la ministre. Ce qui est sûr, poursuit-elle, c'est que l'examen du bac se déroulera avant le mois de Ramadhan. «Cette année, nous procéderons ainsi et la prochaine année nous avons cette idée de réduire les jours d'examen», a souligné Nouria Benghebrit.

Pour rappel, les dates retenues pour l'examen du bac entre le 29 mai et le 2 juin, le BEM entre le 24 et le 26 juin et la 5^e le 22 mai. A travers sa décision, la ministre de l'Education

précise qu'elle n'a pas cédé à un chantage. «J'ai parlé une fois que les réunions régionales ont rendu leurs résultats sur l'avancement des programmes et qui ont démontré que 60% du programme scolaire est déjà finalisé et avec la signature d'une charte d'éthique avec les syndicats, nous n'avons aucune crainte par rapport cette question», a-t-elle précisé.

Par ailleurs, la ministre a donné le coup d'envoi de la session de formation des directeurs des établissements dans la wilaya. Le but, dit-elle, c'est de passer d'une gestion administrative à une gestion de management. Et ses instructions sont claires : «Le directeur d'établissement doit

être un chef d'orchestre au niveau de son établissement, personne n'est obligé de devenir un chef d'établissement, cette profession est volontaire et celui qui veut l'exercer doit se présenter avec un projet.»

Nouria Benghebrit qui a recommandé aussi aux directeurs des établissements de lutter contre la violence à l'école va présenter aujourd'hui une enquête réalisée par l'Unicef sur les enfants non scolarisés.

«Nous ne pouvons pas tolérer qu'il y ait des enfants en âge de scolarisation et qui ne vont pas à l'école», a lancé Benghebrit qui compte se pencher sur la situation.

S. A.

GRÈVE ANNONCÉE DANS LES STATIONS PRIVÉES

Le P-dg de Naftal joue l'apaisement

Attendu sur la grève annoncée par les propriétaires de stations-services privées pour le 1^{er} février, le P-dg de Naftal, Rizou Hocine, qui était hier l'hôte de la wilaya de Bouira dans le cadre d'une visite de travail et d'inspection de plusieurs projets et autres infrastructures relevant de son secteur, s'est montré plutôt serein.

En effet, si le P-dg de Naftal s'est refusé à parler de la justesse ou non de cette grève, en rappelant seulement que concernant Naftal, la marge bénéficiaire qui lui a été octroyée dans le barème des dernières augmentations sur le carburant est largement suffisante, et indiquant au passage que même les stations privées ont bénéficié de cette nouvelle marge, il a néanmoins répondu concernant l'éventualité de cette grève et l'augmentation de la demande au niveau des stations-services relevant de Naftal.

Le premier responsable de Naftal a rappelé que son entreprise s'est, depuis longtemps, lancée dans l'acquisition des camions pour des stations mobiles afin de combler le déficit constaté dans certains points névralgiques surtout le long de l'autoroute Est-Ouest. Autant dire que Naftal, selon son P-dg, pourra largement faire face à cette grève annoncée.

Cela étant, rappelons que lors de cette visite de travail, le P-dg a eu à lancer officiellement le centre de dépôt régional de carburant au niveau de la ville d'El-Esnam. Un dépôt régional qui sera implanté sur une aire de 10 hectares avec dans un premier temps, une capacité de stockage de 60 000 m³ mais qui sera appelé à doubler dans un futur proche.

Outre ce dépôt régional de carburant, des méga-stations seront également réalisées au niveau de la wilaya de Bouira afin de faire face à la demande à l'échelle locale et dans les quatre coins de la wilaya. C'est ainsi que, outre les deux méga-stations déjà prévues à Bouira et El-Hachimia, deux autres à M'chédallah et Dirah sont prévues.

Cela étant, le P-dg s'est rendu à l'aire de repos de Bechloul sur l'autoroute Est-Ouest dont une partie est achevée totalement alors que la partie nord le sera dans un peu moins de deux mois. Sur place, le premier responsable de Naftal était attendu par des jeunes qui ont, à plusieurs reprises, bloqué les travaux pour réclamer la priorité de l'emploi, surtout pour ceux dont les familles étaient expropriées en revendiquant la priorité sinon l'emploi coûte que coûte. Là, le P-dg leur rappellera le principe cardinal de tout recrutement, à savoir l'inscription au niveau de l'ANEM et la satisfaction des critères de recrutement mais en insistant sur un seul point, à savoir la priorité donnée aux enfants de la localité dans les recrutements.

A Sidi Khaled, le P-dg de Naftal a eu à visiter le centre d'enfûtage qui fonctionne à plein régime et qui dispose d'une sphère de stockage de butane d'une capacité de 1000 tonnes, soit une autonomie de production de 6 jours en période hivernale et de 12 jours en période normale ; de deux cigares de stockage de propane, de 75 tonnes chacun, d'un carrousel d'emplissage butane 13 kg de 24 bascules d'emplissage de capacité de 1000 bouteilles par heure, quatre bascules d'emplissage de propane et une bascule d'emplissage pour les bouteilles de butane de 3 et 6 kg. Un centre qui répond largement aux besoins des populations de la wilaya de Bouira mais également d'une partie des wilayas de M'sila et Médéa.

Lors d'un point de presse tenu sur les lieux, le P-dg est revenu sur les aires de repos en disant qu'elles sont actuellement quelque 26 stations fonctionnelles et que six autres seront réceptionnées dans les prochains mois, en attendant la réception de la totalité avant fin 2017. Il a également rappelé concernant les augmentations du prix du carburant, les efforts faits par son entreprise à encourager l'utilisation du GPL, moins polluant et moins cher, pour les véhicules. Et de souligner que dans ce cadre, Naftal prévoit la dotation de toutes les stations-services en GPL avec une augmentation de la demande de 30% dans les années à venir.

Y. Y.

PROCÈS DE L'AFFAIRE SONATRACH 1

Les avocats de la défense contre-attaquent

Dernière ligne droite dans le procès de l'affaire Sonatrach 1. En effet, les plaidoiries de la défense se sont poursuivies hier. Un procès qui n'a toujours pas dévoilé les dessous de cette affaire. Il n'en demeure pas moins que la reprise de l'intervention des avocats a été entamée par M^e Chenaïef, assurant la défense de Mohamed Zenasni, l'ex-vice-président des activités de transport par canalisation du groupe Sonatrach.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - D'emblée, l'avocate tente d'expliquer le bien-fondé et la «démarche professionnelle» initiée par son client dans l'exécution de ses tâches et autres responsabilités au sein de la société. Elle marque un temps d'arrêt et se tourne vers le box des accusés, dont son client. A l'adresse de Mohamed Zenasni, elle déclare : «M. Zenasni, vous savez pourquoi vous êtes depuis six années en prison ? Tout simplement parce que vous avez fait correctement votre travail. Vous avez fait gagner à votre entreprise et au Trésor public 103 millions de dollars. C'était lors de votre négociation avec la société Saipem.»

Ancienne magistrate, l'avocate monte au créneau et s'adresse cette fois-ci au président du tribunal criminel. Elle annonce : «Vous êtes magistrat ! M. le président, pourquoi on n'a pas procédé à une expertise pour situer réellement le préjudice subi par le groupe Sonatrach ? Nous avons d'éminents responsables, d'anciens

hauts responsables, pourquoi n'a-t-on pas fait appel alors à eux ?», s'est-elle interrogée. L'avocate cite d'anciens hauts responsables ayant occupé des postes de responsabilité au sein du groupe. Elle cite les noms de Sid Ahmed Ghazali, Zouiouèche, Attar, Belaid Abdesslem. M^e Hamidi Khodja succède à M^e Chenaïef Fatima.

Assurant lui aussi la défense de l'ex-vice-président de transport par canalisation au sein de Sonatrach, il entame sa plaidoirie en déclarant que depuis «l'éclatement de cette affaire, l'Opep ne s'est pas réunie et vous comprenez bien la conséquence de cette situation». «Vous savez pourquoi, M. le président, l'organisation de l'Opep ne s'est pas réunie depuis très longtemps ? Pour la simple raison que Sonatrach est en pleine crise. Une crise née depuis l'éclatement de cette affaire et par voie de conséquence, l'Algérie qui est considérée comme un acteur incontournable au sein de cette organisation

n'arrive pas à intervenir dans les débats ou influencer», explique l'avocat.

«L'Opep ne se réunit plus depuis l'affaire Sonatrach 1»

En somme, le procès de l'affaire Sonatrach 1 prend désormais une dimension internationale. Neveu de feu Messaoud Zeghar, une personnalité historique connue durant la guerre de Libération nationale et au lendemain de l'indépendance de l'Algérie dans le domaine de la diplomatie parallèle, M^e Hamidi Khodja a lâché une phrase d'une importance capitale. «L'Opep ne se réunit plus depuis l'éclatement de l'affaire Sonatrach. Et vous comme moi d'ailleurs, nous connaissons les causes réelles nées de cette situation.» Mieux, en parfait connaisseur des tractations d'affaires à l'international, M^e Hamidi Khodja a poussé plus loin son argumentaire, lorsqu'il dira «si c'était une entreprise d'un autre pays qui avait décroché la troisième tranche du projet de GK3, on n'aurait jamais connu cette affaire !», rappelant que «la société Saipem, voire le gouvernement italien ont commencé à collaborer avec le gouvernement algérien au milieu des années 1960».

L'avocat se limite à ce stade. Il évite de donner plus de détails sur cette question. Il est 11h55mn, l'avocat Hamidi Khodja poursuit toujours sa plaidoirie. Pour cette fois-ci, il tente d'expliquer le statut de la compagnie Sonatrach et les prérogatives et

autres attributions de son P-dg. Des explications que ses prédécesseurs avaient déjà avancées depuis le début des plaidoiries, avant de conclure, en se posant la question : «Où se trouve ce texte de loi qu'on veut nous appliquer dans cet État de droit, que le SG du FLN avait évoqué ? Je saisis cette occasion pour vous dire que j'ai déposé une plainte contre Ammar Saâdani et le ministre de l'Intérieur au niveau du Conseil d'Etat pour des raisons internes». Rires dans la salle. Le juge Reggad intervient : «Ce que vous dites n'est pas à l'ordre du jour de cette affaire. A moins que vous lisiez beaucoup de journaux et que vous soyez très influencé par le débat politique actuel.»

«Le juge instruit par la police judiciaire !»

Plaidant la cause de la société Saipem, M^e Bachi est le quatrième avocat à passer à la barre en ce troisième jour de plaidoirie de la défense. Il entame son intervention en évoquant une décision prise par le juge instructeur, qui décide de geler quatre comptes de la société Saipem, alors qu'elle «était entendue une première fois en tant que témoin. Et cette décision de gel des comptes a été prise suite à une demande formulée par la police judiciaire du DRS. C'est une violation flagrante du code de procédure pénale. C'est incompréhensible ! Le juge qui reçoit des ordres et obéit aux

injonctions de la police judiciaire. C'est très grave Monsieur le président ce qu'a fait le juge instructeur», s'est-il exclamé. Et de dire : «Il n'y a aucune preuve qui dénote que la société Saipem a violé la loi pour profiter d'une majoration des prix dans le contrat du projet GK3. La société Saipem a terminé dans le temps son projet et l'a remis à Sonatrach conformément aux clauses conclues entre les deux parties sans l'addition d'aucun avenant. Saipem a terminé son projet et ses comptes sont bloqués. Et vous allez me dire comment Saipem a terminé son projet. Tout simplement parce que, les Italiens de Saipem ont respecté leurs engagements et ont poursuivi les travaux du projet en puisant de leurs propres comptes».

Les avocats de Saipem, l'un après l'autre, ont à chaque fois tenté de battre en brèche les accusations du parquet. Il est 15h 05mn. L'avocat de Redha Meziane est invité à prendre la parole. M^e Hocine Chiat déclare d'emblée que «cette affaire, je l'ai vécue de bout en bout depuis l'été 2009».

L'intervention de l'avocat a duré plus de deux heures. Durant tout ce temps, il a tenté de démonter les accusations retenues contre son client. Il est 17 heures et la défense poursuit toujours sa plaidoirie. Aujourd'hui, d'autres avocats entreront en scène. Les interventions des avocats Aït Larbi et Bouchachi sont très attendues.

A. B.